

L'Union européenne en tant qu'acteur de la paix

Chers futurs membres élus du Parlement européen,

Je vous écris cette lettre au nom de l'European Peacebuilding Liaison Office (EPLO), une plateforme indépendante regroupant 55 ONG, réseaux d'ONG et groupes de réflexion européens engagés dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits violents. Suite aux élections du Parlement européen en juin, vos mandats de députés européens vous amèneront à jouer un rôle important dans l'élaboration de l'engagement international de l'UE en faveur de la paix et du développement.

En tant que projet de paix, l'UE dispose d'un avantage comparatif unique pour promouvoir des formes non violentes de résolution des conflits et contribuer à une paix durable à niveau global grâce à ses instruments de consolidation de la paix et de développement, à côté des initiatives telles que la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Toutefois, sécurité et défense ne peuvent à elles seules répondre à l'ensemble des défis complexes auxquels notre monde est confronté aujourd'hui. Alors que le multilatéralisme est de plus en plus remis en question, le reste du monde compte sur l'UE pour défendre la coopération et la diplomatie.

Dans cette lettre, nous aimerions mettre en lumière quatre priorités qui sont cruciales pour renforcer et élargir le rôle de l'UE en tant qu'acteur mondial de la paix, et que vous pouvez mettre à l'ordre du jour en tant que futurs députés européens.

I. Soutien financier à la paix et à l'égalité des sexes

En tant que députés européens, vous aurez un rôle à jouer dans l'élaboration du prochain cadre financier pluriannuel (CFP) (2028-2034) et, à ce titre, dans le soutien financier de l'UE à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix, et dans la protection contre les coupes budgétaires motivées par des intérêts à court terme. Le CFP permet à l'UE de contribuer à la prévention des conflits et à la promotion d'une paix durable grâce à des efforts de transformation à long terme qui adressent les causes profondes des conflits, notamment en promouvant l'inclusion et en s'attaquant aux facteurs sociaux, économiques et politiques de la marginalisation. Les députés européens devraient faire pression pour obtenir davantage de ressources, d'attention politique et de communication stratégique afin de faire progresser les engagements de l'UE en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et en faveur de la jeunesse.

Les députés devraient également utiliser leurs pouvoirs de contrôle pour suivre la manière dont l'UE met en œuvre ses instruments (Facilité européenne pour la paix, missions PSDC, etc.) et utilise plus délibérément la diplomatie dans son engagement avec les gouvernements partenaires afin de s'assurer qu'ils fournissent des services publics (justice, santé, éducation, etc.) de manière équitable et responsable, et de faire progresser leurs engagements en matière de gouvernance, de démocratie, d'État de droit et de droits de l'homme. L'établissement de lignes rouges claires dans la manière dont l'UE s'engage avec les gouvernements partenaires renforcera la crédibilité et l'influence de l'UE à long terme.

II. Partenariats avec la société civile

La société civile est confrontée à un contexte financier marqué par de sévères coupes budgétaires dans plusieurs États membres et un espace civique de plus en plus réduit. Votre mandat de députés européens vous permettra de redéfinir la manière dont le prochain CFP allouera des fonds aux acteurs de la société civile actifs dans l'UE ainsi que dans les pays fragiles et touchés par des conflits. Un financement à plus long terme, plus accessible et plus flexible pour la société civile locale et un partenariat plus étroit avec les ONG internationales feront une énorme différence dans l'optimisation des contributions de l'UE à la paix à long terme.

Les députés devraient pousser l'UE à défendre et protéger systématiquement un espace civique ouvert dans son dialogue politique avec les gouvernements partenaires, et s'assurer que ses partenariats contribuent à préserver la capacité des acteurs de la société civile à effectuer leur travail, à contrôler les actions des gouvernements et à participer au débat public. De même, les députés devraient demander à l'UE de s'engager davantage et de consulter la société civile, en particulier les acteurs locaux dans les pays fragiles et touchés par des conflits, afin que son analyse des conflits et son action extérieure reflètent les priorités de protection des communautés et les approches de la résolution des conflits.

III. Réponse au conflit

Dans un contexte global où les discours militaires sont de plus en plus nombreux, l'UE est encore bien placée pour développer ses capacités de médiation. Les députés devraient veiller à ce que le rôle de l'UE en tant que rassembleur et facilitateur soit renforcé, que la médiation en tant qu'outil d'action extérieure de l'UE soit rendue plus visible et que le Concept sur la médiation de l'UE et les lignes directrices correspondantes soient mis en œuvre.

Conformément à ses obligations en matière de sensibilité aux conflits dans le cadre du NDICI-GE, l'UE a réalisé des progrès significatifs dans l'élaboration de ses processus d'analyse des conflits et dans leur connexion avec son système d'alerte précoce. À l'avenir, les députés devraient surveiller la manière dont la programmation de l'UE est éclairée par une analyse des conflits régulièrement mise à jour, et promouvoir l'alerte précoce et l'action rapide, notamment par un engagement et une coordination de haut niveau avec les États membres de l'UE.

IV. Relier la consolidation de la paix à tous les instruments extérieurs de l'UE

Les députés peuvent renforcer la façon dont la consolidation de la paix et la sensibilité aux conflits sont liées à l'ensemble des instruments extérieurs de l'UE, notamment en demandant que la sécurité humaine et la protection des civils soient au cœur de tous les engagements extérieurs de l'UE. Lors des auditions préalables à la nomination, la commission des affaires étrangères aura l'occasion de s'assurer que le prochain candidat au poste de haute représentante soutient les engagements et les politiques de paix de l'UE et qu'elle s'emploiera à les renforcer. La transformation de la sous-commission sur la sécurité et la défense (SEDE) en une sous-commission sur la paix et la défense permettrait de surmonter l'accent mis sur la PSDC et la coopération militaire et d'aborder les contributions de l'UE à la sécurité humaine de manière plus holistique.

Les députés devraient également demander que la transition verte de l'UE tienne compte des conflits et contribue activement à la paix. Des approches communes sur l'adaptation au climat, la protection de l'environnement, la gouvernance des ressources naturelles et la production d'énergie durable peuvent servir de points d'entrée pour le dialogue et la médiation. En outre, les députés devraient également plaider en faveur d'une utilisation plus intentionnelle de l'aide au développement pour adresser les causes profondes des conflits, ce qui améliorerait la mise en œuvre du nexus humanitaire-développement-paix.

Nous espérons qu'en tant que membres du Parlement européen, vous placerez ces priorités au centre de votre travail sur l'action extérieure de l'UE, et nous sommes prêts à fournir des recommandations supplémentaires pour les mettre en œuvre. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez en discuter ultérieurement.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs,

Sonya Reines-Djivanides,
Directrice exécutive, EPLO